

**Comité préparatoire
de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

24 avril 2012
Français
Original : anglais

Première session

Vienne, 30 avril-11 mai 2012

**Mise en œuvre du Traité sur la non-prolifération
des armes nucléaires : utilisations pacifiques
de l'énergie nucléaire**

Document de travail présenté par les États-Unis d'Amérique

1. En décembre 1953, le Président des États-Unis d'Amérique, Dwight Eisenhower, a proposé à l'Assemblée générale des Nations Unies que des experts soient mobilisés pour appliquer l'énergie atomique aux besoins de l'agriculture, de la médecine et autres activités pacifiques. Depuis cette initiative, appelée « L'atome au service de la paix », les États-Unis ont toujours eu à cœur de coopérer avec les autres États et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour soutenir l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques partout dans le monde. À Séoul, en mars, le Président Obama a réaffirmé cet engagement d'« exploiter le pouvoir de l'atome, non pour faire la guerre, mais à des fins pacifiques ».

2. L'article IV du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires reconnaît le droit des parties de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination et conformément aux articles I et II du Traité. Parallèlement à l'article III sur les garanties, les articles I et II portent sur les obligations des États en matière de non-prolifération. À l'article IV, les États sont également appelés à « faciliter un échange aussi large que possible d'équipement, de matières et de renseignements scientifiques et technologiques permettant de développer l'énergie nucléaire à des fins pacifiques », compte dûment tenu des besoins des régions du monde qui sont en voie de développement.

3. Afin de veiller à la sécurité de leurs propres activités nucléaires et de contribuer à la coopération internationale dans ces domaines, les États-Unis d'Amérique sont parties aux conventions internationales pertinentes, notamment la Convention sur la sûreté nucléaire, la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire, la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique, la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs et la Convention sur la protection physique des matières nucléaires. Les États-Unis ont signé l'amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme



nucléaire. Le Sénat des États-Unis a fourni des conseils et son consentement pour la ratification de l'amendement à la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire et à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires en 2008 et ces amendements sont désormais en attente de textes d'application.

4. Les États-Unis attachent une grande importance à la coopération internationale concernant l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques conformément à l'article IV du Traité et aux éléments correspondants du Plan d'action de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010. Ils respectent les engagements qu'ils ont pris en vertu de l'article IV de différentes façons, sur le plan tant bilatéral que multilatéral. Ils coopèrent notamment en appuyant le programme de coopération technique et d'autres programmes de l'AIEA sur des questions telles que la sécurité nucléaire, en concluant des accords sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire avec d'autres pays, qui constituent le cadre juridique nécessaire au commerce nucléaire, et en mettant au point des programmes de coopération entre des organismes fédéraux et leurs homologues étrangers.

Assistance technique apportée à l'Agence internationale de l'énergie atomique

5. Dans le statut de l'AIEA figure l'objectif consistant à hâter et accroître la contribution de l'énergie atomique à la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier. Un élément essentiel des efforts de l'AIEA dans ce domaine est le Programme de coopération technique financé par des contributions au Fonds de coopération technique. Les États-Unis demeurent le donateur le plus important au Fonds, ayant fourni des contributions s'élevant à plus d'un quart de son total, soit plus de 40 millions de dollars depuis la Conférence d'examen de 2010. Outre ces contributions financières, les États-Unis fournissent un appui en nature à l'AIEA, notamment en mettant à disposition des locaux pour ses cours de formation, en accueillant des boursiers dans le cadre des projets de coopération technique et en fournissant à titre gratuit des experts répondant aux besoins de l'AIEA. Ce soutien vital, qui remonte à plusieurs décennies, est un élément clef des efforts consentis au titre de l'article IV par les États-Unis, qui encouragent tous les États à soutenir le Programme de coopération technique en veillant à ce qu'il dispose des ressources nécessaires et à ce que ces ressources soient utilisées de façon efficace et utile.

Initiative de l'Agence internationale de l'énergie atomique concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire

6. À la Conférence d'examen de 2010, la Secrétaire d'État des États-Unis a annoncé, au nom du Président Obama, l'Initiative de l'AIEA en faveur des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire afin de mobiliser 100 millions de dollars de financement supplémentaire pour les activités de l'AIEA concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire sur cinq ans. Les États-Unis se sont engagés à verser 50 millions de dollars à cet effet et s'emploient, en collaboration avec l'AIEA et d'autres pays et donateurs, à obtenir un montant équivalent avant la prochaine Conférence d'examen en 2015. Ils se félicitent du partenariat de la Hongrie, du Japon, de la Nouvelle-Zélande, de la République de Corée, de la République tchèque et de la Suède et encouragent les autres États à soutenir cette initiative. Les efforts qu'ils déploient afin de mobiliser un financement

supplémentaire pour les activités relatives aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire par le biais de l'AIEA contribueront à la réalisation de l'objectif de la mesure n° 55 du Plan d'action de 2010.

7. L'initiative en faveur des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire permet aux donateurs de soutenir les projets non financés qui ont été mis au point et considérés comme prioritaires par l'AIEA, en consultation avec ses États membres et d'élargir et d'accélérer la mise en œuvre de ce type de coopération technique. Au cours des deux années qui ont suivi la Conférence d'examen de 2010, la contribution des États-Unis a permis de financer à hauteur de plus de 18 millions de dollars des projets nationaux et régionaux spécifiques dans le cadre de l'Initiative, qui ont bénéficié à presque 120 États membres de l'AIEA. Les contributions des États-Unis à l'Initiative portent avant tout sur la fourniture aux pays en développement de cours de formation et de matériel permettant d'appliquer les techniques nucléaires à la santé humaine, à la sécurité alimentaire, à la gestion des ressources en eau et à la mise au point d'infrastructures permettant une exploitation sûre de l'énergie nucléaire. Les États-Unis comptent continuer de collaborer avec l'AIEA et d'autres donateurs afin de soutenir d'autres projets au cours des années à venir.

8. L'Initiative en faveur des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire permet à l'AIEA de disposer de la souplesse de financement dont elle a besoin pour satisfaire des besoins imprévus, notamment les projets devant être mis sur pied à la demande des États membres à la suite de l'accident qui a eu lieu à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi en 2011. L'appui apporté à l'initiative est l'expression de la volonté des États-Unis et d'autres États donateurs parties au Traité de poursuivre la coopération internationale en faveur des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et de continuer à renforcer les activités de l'AIEA dans ce domaine important, conformément à l'article IV. La description écrite de la contribution des États-Unis à l'Initiative peut être obtenue auprès des membres de la délégation des États-Unis au Comité préparatoire.

Accords de coopération nucléaire conclus par les États-Unis

9. Le discours prononcé en 1953 par le Président Eisenhower devant l'Assemblée générale concernant l'atome au service de la paix a constitué le fondement de la coopération nucléaire civile entre les États-Unis et d'autres pays et organisations. À ce jour, les États-Unis ont conclu des accords de coopération nucléaire formels et juridiquement contraignants avec 49 États. Lorsqu'ils coopèrent dans le domaine nucléaire, les États-Unis sont sensibles au fait qu'il importe d'encourager les normes les plus élevées en matière de non-prolifération nucléaire. Les accords conclus constituent le cadre juridique nécessaire au commerce nucléaire, notamment l'exportation de matières nucléaires, de réacteurs nucléaires et d'éléments importants de ces réacteurs. Au cours des deux dernières années, les États-Unis ont assuré l'entrée en vigueur d'un nouvel accord de coopération nucléaire avec la Fédération de Russie et renouvelé l'accord existant avec l'Australie.

10. Outre les accords de coopération nucléaire entre les États-Unis et d'autres États permettant le commerce nucléaire, les organismes techniques des États-Unis, ont établi des mécanismes de coopération avec leurs homologues de plus de 40 pays. Ces mécanismes permettent la mise en commun de données scientifiques et techniques, de pratiques ayant fait leurs preuves et de formations. Cette coopération

visé avant tout à former une main-d'œuvre qualifiée dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, l'attention nécessaire étant accordée à la sûreté nucléaire, à la sécurité et aux garanties. Enfin, les États-Unis ont mis sur pied des comités de coopération nucléaire bilatérale avec plusieurs pays, qui permettent des échanges sur tout un éventail de questions ayant trait à la politique nucléaire et facilitent la coordination des projets concernant le développement des technologies, la sûreté des réacteurs et de radio-isotopes, la gestion des situations d'urgence, la sécurité et les garanties.

11. Afin d'encourager les États à réduire autant que faire se peut l'utilisation de l'uranium fortement enrichi dans les stocks civils, les États-Unis ont mis en place un programme de conversion des réacteurs qui facilite le passage des réacteurs de recherche civile nationaux et internationaux et des installations de production d'isotopes d'un uranium fortement enrichi pouvant servir aux armes nucléaires, à un uranium faiblement enrichi, lorsque cela s'avère techniquement et économiquement faisable.

Nouveau cadre de coopération civile nucléaire

12. En avril 2009, le Président Obama a indiqué à Prague qu'il serait bon de mettre en place un nouveau cadre de coopération nucléaire civile, notamment une banque internationale de combustible nucléaire, afin que les pays puissent avoir accès à une source d'énergie pacifique sans accroître les risques de prolifération. À Séoul, en 2012, il a fait référence à ce nouveau cadre et appelé la communauté internationale à s'engager en faveur du cycle du combustible de l'avenir. Les pays s'acquittant de leurs obligations en matière de non-prolifération et envisageant la mise en place de programmes nucléaires ou leur expansion doivent avoir l'assurance qu'ils auront accès aussi bien aux technologies nucléaires pacifiques qu'aux services ayant trait au combustible et qu'ils n'ont pas besoin de se préoccuper des dépenses occasionnées par la mise en place de capacités locales d'enrichissement ou de retraitement ou des difficultés inhérentes à ce processus. Bien qu'il soit prévu de répondre à la demande mondiale en combustible pour réacteurs par le biais d'un marché international dont le fonctionnement est satisfaisant, la création de mécanismes supplémentaires tels qu'une banque internationale renforce la confiance. Les États-Unis ont résolument soutenu la mise au point de ce type de mécanisme. Ils se sont félicités de l'approbation par le Conseil des Gouverneurs de l'AIEA de trois mécanismes de garantie relatifs au combustible nucléaire pour les États membres de l'Agence. Il s'agit notamment de la réserve de combustible nucléaire d'Angarsk (Fédération de Russie), que le Conseil des Gouverneurs de l'AIEA a approuvée en 2009, de la banque d'uranium faiblement enrichi relevant de l'AIEA et approuvée par cette dernière en 2010 et de l'Accord modèle de garantie relatif au combustible nucléaire proposé par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et approuvé en 2011, qui constitue un mécanisme d'approvisionnement assuré entre les États partenaires et l'AIEA. La Banque d'uranium faiblement enrichi de l'AIEA sera financée pour presque 50 millions de dollars par les États-Unis, 50 millions de dollars par l'Initiative relative à la menace nucléaire, 25 millions d'euros par l'Union européenne, 10 millions de dollars par les Émirats arabes unis, 10 millions de dollars par le Koweït et 5 millions de dollars par la Norvège. Les États-Unis ont pleinement soutenu chacune de ces mesures et continueront d'envisager d'autres mesures multilatérales pour assurer un accès fiable au combustible nucléaire, objectif de la mesure d'Action 58 du Plan d'action de 2010.

13. En outre, en août 2011, le Secrétaire à l'énergie des États-Unis a annoncé officiellement que la réserve américaine garantie de combustible de 230 tonnes d'uranium faiblement enrichi mettrait son combustible à disposition. Cette réserve est à comparer avec la future banque d'uranium faiblement enrichi de l'AIEA, qui disposera d'environ 60 à 80 tonnes de combustible provenant de l'uranium fortement enrichi non nécessaire à la défense. Comme indiqué en 2005 par le Secrétaire à l'énergie des États-Unis, ce combustible a pour origine 17,4 tonnes d'uranium fortement enrichi superflues qui ont été transformées par dilution pour l'obtention d'uranium faiblement enrichi et constitue une réserve en cas de problèmes d'approvisionnement en combustible nucléaire. Il est stocké sur le site de fabrication de combustible de Westinghouse en Caroline du Sud (États-Unis). Tout fournisseur américain rencontrant des problèmes d'approvisionnement en uranium faiblement enrichi sur le marché normal peut utiliser le stock de combustible garanti pour fournir ce combustible à des entités étrangères, dans les conditions appropriées.
